

Le monde d'après sera-t-il une mascarade ?

Il était une fois une histoire qui s'est déroulée en Belgique comme en France, de la même manière dans cent lieux différents. En ce temps-là, le monde s'était en quelques jours cloîtré à triple tour.

Les habitants avaient découvert avec sidération qu'une poignée de séquences d'ARN pouvaient, de bouche en bouche, de baisers en poignées de mains, mettre à genoux nos systèmes hospitaliers essoufflés. C'est alors qu'on se souvint qu'existaient

encore, cachés dans des appartements et des ateliers, ces outils qui avaient jadis fait la fortune de nos contrées et que beaucoup avaient fini par oublier : des machines à coudre.

Il y avait dans la culture religieuse du XIX^e siècle des récits que l'on disait « édifiants » : à leur écoute, ceux qui doutaient encore gagnaient en vertu. Sans doute l'histoire des couturières que nous allons raconter est-elle édifiante et peut-elle permettre de nous dessiller sur le monde

d'après, avant qu'il ne vire à la mascarade.

Reprenons. Nous sommes en mars 2020. Un peu partout la prise de conscience est rude : pour freiner la pandémie, nous avons besoin de masques... et nous n'en avons pas ! Toutefois, il existe encore des machines à coudre et surtout des couturières pour les faire fonctionner. Notre récit édifiant peut débuter : il va se dérouler en trois mois et trois épisodes.

Épisode 1 : l'élan bénévole



Edouard Vuillard, Étude pour Les couturières

Mars. Nous n'avons pas de masques, mais nous avons du fil et du tissu. Qu'à cela ne tienne ! En quelques jours, partout sur nos territoires, des couturières sortent leurs machines, leurs stocks de textiles, leurs aiguilles et, dans un même élan, se mettent à coudre. Elles cousent pour leurs voisins, pour leurs amis, mais surtout pour les infirmières, pour les aidants à domicile, pour celles et ceux qui soutiennent les plus démunis. Elles cousent sans compter leur temps, sans ménager leur matériel, sans rationner leurs fournitures. Seules ou en soutien d'associations,

ou encore dans le cadre de fablabs. Devant l'impéritie de la puissance publique, elles démontrent la force de l'auto-organisation citoyenne et l'on se met à rêver d'un « monde d'après » dans lequel nous aurions repris conscience de notre capacité à fabriquer ici

et maintenant les objets dont nous avons vraiment besoin. Ces couturières – il y a évidemment aussi une minorité de couturiers, mais permettez-nous que le féminin l'emporte sur le masculin – sont parfois des professionnelles, et parfois ne le sont pas. Costumières

de théâtre, retraitées, mécaniciennes au chômage, adeptes des loisirs créatifs, sans-papier, toutes cousent, chacune à son rythme, dans un même élan bénévole, dans une même abnégation solidaire.

Épisode 2 : l'institutionnalisation du travail gratuit

Avril. Devant ce qu'ils découvrent être une solution, les pouvoirs publics réagissent, et le travail bénévole va peu à peu se transformer en travail gratuit. Cela semble être la même chose, mais c'est absolument différent. Il y avait une offre spontanée venant de celles qui produisaient, il y a à présent des commandes de la part de ceux qui demandent. Au début, le glissement est imperceptible : tous visent l'intérêt général et il n'est pas illégitime, dans une période de crise, que la puissance publique improvise l'organisation de productions essentielles. D'autant qu'elle trouve dans son action de précieux relais : centres d'action sociale, entreprises d'économie solidaire, associations d'insertion, autant d'intermédiaires qui facilitent la rationalisation de la production.

Mais l'enfer est pavé de bonnes intentions. En quelques semaines seulement, le glissement est effectif. Ici, c'est une couturière qui se fait engueuler par un petit chef parce qu'elle ne produit pas assez vite. Là, ce sont des masques qui sont distribués à la population, « offerts par la Mairie ». Ailleurs, c'est une filière complète qui se met en place où, grâce à quelques subventions, tout le monde est payé pour son travail, sauf les couturières. Partout, on voit surgir des relents sexistes : c'est bien connu, quand on est une femme, on cuisine, on fait le ménage et on coud par plaisir !

Les stocks s'épuisent. Les couturières s'épuisent. Et commencent à grogner. Sur les réseaux sociaux, dans la presse, les premières revendications émergent¹. Elles ne sont pas le fait des

« amatrices », qui préfèrent se retirer sur la pointe des pieds, mais plutôt des professionnelles qui subissent l'injonction à travailler gratuitement. Elles avaient été saluées ; elles souffrent à présent de voir leur métier dévalorisé à force de faire croire qu'il peut être pratiqué par tout un chacun. Un jour, elles finissent même par être conspuées pour revendiquer une rémunération par leurs consœurs qui peuvent se permettre le bénévolat au long cours : comment peuvent-elles réclamer de l'argent (« vouloir faire du fric ») dans un moment aussi dramatique ?

Pendant ce temps, en France, l'opération « Masque solidaire », lancée avec le concours de Carrefour, Intermarché ou H&M, continue de recruter des couturières « gratuites » à tour de bras pour fournir les

1 Notamment le collectif « [Bas les masques](#) »

collectivités locales, avec les encouragements de l'État². Pendant ce temps, en Belgique, une autre chaîne de

distribution, Colruyt, propose à ses client·es et salarié·es, via son « Academy »³, de « se mettre à la couture » pour

fabriquer 125.000 masques, avec joie et entrain.

Épisode 3 : le retour du marché

Mai. Les entreprises de confection ont fini par adapter leur outil de production. Pendant que nous assistions, médusé·es, à une foire d'empoigne sur les tarmacs pour préempter les maigres livraisons de masques jetables chinois, personne n'avait semblé songer à requestionner ces usines. A présent, le marché est de retour : il faut beaucoup de masques et nous sommes tous·tes prêt·es à les payer, même à des prix spéculatifs.

Les pouvoirs publics, ici encore, organisent la production : ils fixent des normes, des tarifs. Les couturières vont-elles enfin

pouvoir être rémunérées ? Oui... mais à condition de pouvoir déboursier les (grosses) sommes nécessaires pour faire homologuer leurs masques ! Oui... mais à condition de pouvoir vendre ces mêmes masques à moins de 2 euros, prix de référence fixé par le Gouvernement français ! Oui... mais à condition de pouvoir répondre à des commandes de masse. Trop de « oui mais » équivalent à un « non » ! De fait, les conditions d'organisation du marché, déterminées par les pouvoirs publics, excluent la grande majorité de celles qui se sont mobilisées jusqu'ici.

A l'heure de déboursier les sommes nécessaires pour fournir enfin les quantités de masques voulues, priorité est donnée au jetable, à ce qui a été produit à vil prix à l'autre bout du monde. Ici et là, les masques s'avèrent défectueux, parachevant l'impression de gâchis. Pour les couturières professionnelles, il est l'heure de réparer les machines et d'essayer de relancer une activité économique mise à genoux par une crise trop longue. Pour les services de nettoyage, il est temps de ramasser les masques qui jonchent les trottoirs et les plages.

Quelle morale tirer de ce conte immoral ?

Bien sûr il y eut des exceptions. Certain·es élu·es n'ont pas perdu le bon sens, certain·es responsables économiques n'ont pas perdu la boussole de leurs principes, mais combien ont-ils été ?

Une bonne histoire édifiante peut alimenter mille réflexions, et c'est

le cas de celle-ci. Mais il est une morale que nous aimerions mettre en lumière plus que d'autres : le conte immoral des couturières et des masques illustre la banalisation du travail gratuit comme tendance lourde de l'évolution de notre système économique. Rien de nouveau sous le

soleil pour les entreprises capitalistes que de chercher à réduire le plus possible le coût de la main d'œuvre : les délocalisations, les attaques contre la protection sociale, la promotion du micro-entrepreneuriat, la colonisation, la mise à contribution des usagers de plateforme numériques, sont

² Voir notamment : « Alexandre Jardin lance son opération masques », in Le Parisien, le 23 avril 2020

³ Voir notamment : « [Colruyt Group Academy distribue 5 000 kits de confection de masques buccaux pour faire don de 125 000 masques aux soins de santé](#) », in [Sudinfo.be](#), 12 mai 2020.

autant de facettes, d'hier et d'aujourd'hui, d'une même volonté de disposer d'une force de travail à prix (très) réduit. Mais depuis vingt ans, une drôle d'alliance objective a vu le jour entre les grandes entreprises de capitaux et une partie de l'économie sociale et solidaire, celle qui porte un discours sur le *social business* ou l'entrepreneuriat social.

Les motivations et les conditions de ces rapprochements sont multiples. La plus importante – celle qui, en quelque sorte, est fondatrice de la collusion – est sans aucun doute une même approche dévoyée de ce qu'est l'engagement et une même volonté de l'instrumentaliser. Pour les entreprises de capitaux, il y a un enjeu de ressources humaines considérable, et une opportunité d'optimisation du modèle économique non négligeable, à faire participer les clients à l'élaboration des produits (« la marque, c'est vous »), à

motiver les salarié-es en leur permettant de participer à de nobles causes (« soyez fiers de faire partie de notre communauté »), à profiter du travail gracieux de leurs employés à des tâches qui leur paraissent utiles socialement (« donnez du sens à votre travail »). Pour les entreprises de *social business*, il y a la possibilité de capter les forces du modèle associatif sans en assumer l'exigence démocratique, et de détourner la valeur, économique comme symbolique, de l'engagement, au profit d'un leader entrepreneurial plus ou moins charismatique, porteur d'une « cause ». A bas bruit, la bonne volonté est peu à peu subordonnée et mise au service de l'économie de marché.

Les pouvoirs publics portent depuis longtemps un regard bienveillant sur ce rapprochement : il leur permet de se désengager des questions sociales au profit du secteur marchand, d'économiser en fonds

publics ce que finance la philanthropie privée et d'imposer des critères de gestion et de gouvernance libérale à un monde associatif instrumentalisé. Un peu partout, des réglementations permettent à présent à des entreprises de capitaux d'inscrire une « mission » généreuse dans leurs statuts. L'Etat aurait-il donc renoncé à dire ce qu'est l'intérêt général, au travers des mécanismes de la démocratie politique ?

Voilà, en réalité, la leçon édifiante de l'expérience en trois épisodes des couturières : elle nous montre comment le marché, la puissance publique et le *social business* convergent en douceur lorsqu'il s'agit de manipuler les bonnes volontés. Afin de capter la valeur économique et symbolique du travail sans que le moindre mécanisme de démocratie, ni politique ni économique, ne viennent s'y opposer. Dans ce monde-là, la poursuite de l'intérêt général est devenue une mascarade.

L'économie coopérative est un projet politique

Le monde coopératif a souvent été accusé de ne rechercher que l'intérêt collectif de ses membres sociétaires et non l'intérêt général. Mais cette critique est-elle de mise lorsque tous ceux qui prétendent poursuivre l'intérêt général (les Etats, plongés dans de graves crises

démocratiques ; les grandes entreprises, qui prétendent « innover pour un monde meilleur » ; les organisations de *social business*, qui adhèrent à la « vision » d'un entrepreneur « leader de changement social ») concourent à la prise de décisions aberrantes ?

Le monde coopératif est loin d'être parfait et exemplaire, mais au moins porte-t-il la seule idée forte autour de laquelle le monde d'après peut légitimement se bâtir : la démocratie économique. Durant la « crise des couturières », des initiatives ont renoué avec la culture de résistance coopérative à

l'injustice. Ainsi, la rencontre d'un réseau de couturières solidaires et de quelques responsables de collectivités locales convaincus a donné naissance à l'Usine Invisible. Cette expérience coopérative, dans le Morbihan et à Brest, a montré qu'il était possible de créer du commun, du revenu, de la citoyenneté économique, malgré toutes les chausse-trapes posées sur le chemin ; que la question de la valeur du travail était aussi une question démocratique ; qu'il n'y avait pas d'engagement possible sans participation. À Bruxelles, Smart a également tenté de construire une formule

coopérative qui est restée inaboutie et insatisfaisante, mais qui doit servir de socle à des réflexions et des actions futures sur la mise en œuvre de filières de production coopératives. À Liège, la coopération a incarné une aspiration : celle de couturières sans-papiers à accéder collectivement au droit de vivre et travailler ici⁴.

La Covid-19 ne sera pas la dernière crise que nous traverserons. Il nous faudra nous préparer à réagir vite, demain, et avec d'autres, pour apporter de vraies réponses coopératives, solides, pérennes, face au cynisme des uns et à la légèreté des autres.

Pour ce faire, il nous faudra aussi, sans doute, assumer davantage que le mouvement coopératif ne poursuit pas les mêmes objectifs qu'une certaine « économie des bons sentiments » avec laquelle on le confond souvent : son projet est bel et bien un projet politique fort, qui a vocation à démontrer que la démocratie ne doit pas s'arrêter à la porte de l'économie.

Stéphane VEYER, avec les apports de Jackie TADEONI, Hervé GOUIL, Marcella MILITELLO et Carmelo VIRONE.

Juin 2020

Pour aller plus loin

Smart et l'opération Masks Brussels

Smart a été interpellée par le sujet de la production de masques au moment où la fabrication bénévole battait son plein et où commençaient à émerger les témoignages de ras-le-bol chez les couturières. La coopérative était alors mobilisée à faire tout son possible pour que ses sociétaires continuent à toucher des rémunérations ou des prestations sociales liées à leurs activités professionnelles. Lorsque Travie, entreprise de travail adapté bruxelloise jusque-là très active dans

l'organisation de la production bénévole par les couturières, a approché Smart pour un partenariat, nous avons accepté à condition que cela permette la mise en place d'une production marchande, fabriquée par des couturières rémunérées correctement. Les capacités d'achat en matières premières, d'organisation d'une production de masse et de commercialisation de Travie promettaient la possibilité, pour des couturières, de tirer un revenu régulier de la production de masques. Pour celles déjà sociétaires de Smart, cela pouvait consti-

tuer un revenu de substitution temporaire ; pour les autres – pensionnées, étudiantes, au chômage... – qui avaient travaillé bénévolement, Smart était en mesure de proposer un cadre juridique, social, assurantiel leur permettant de constituer une rémunération de manière légale et sécurisée.

Au final, cette opération a impliqué 90 couturières qui ont facturé 4,054 euros HT par masque produit, ceux-ci étant vendus au final entre 6,22 et 7,54 euros HT pièce.

Quelques jours après le début de la production, cer-

⁴ <https://www.facebook.com/Atemos-Li%C3%A8ge-107493164219333/>

taines de nos couturières ayant informé la coopérative que le rythme de production réel était plus faible que celui testé initialement, nous avons demandé et obtenu de Travie qu'elle augmente son tarif de 35% pour toutes les couturières, qu'elles soient ou non membres de Smart.

L'Usine Invisible en Bretagne

Actrices précoces du réseau des couturières solidaires, deux couturières enseignantes d'Auray et une couturière et enseignante brestoise, conceptrice d'un modèle ergonomique de masque de protection, ont d'abord réagi à l'explosion des demandes qui rendait la poursuite du modèle bénévole insupportable. Elles ont rédigé et signé le « Manifeste de couturières bretonnes pour la création de l'Usine Invisible, solution innovante pour la production de masques barrières en tissu, pour une mission d'intérêt général portée par des compétences locales ». Rejointes par une amie logisticienne, avec la participation de l'école d'ingénieurs vannetaise, elles ont trouvé l'engagement du président de l'association des maires du Morbihan, de quelques élus et responsables des collectivités locales, qui ont pris en charge l'évaluation des besoins des publics prioritaires commune par commune. Le projet s'est adossé à une coopérative régionale, le CRIC, spécialisée dans l'appui aux coopératives éphémères territoriales.

Extrait du communiqué publié sur la page Facebook de

l'Usine Invisible le 18 juin : *« cap décisif franchi par l'Usine Invisible cette semaine, deux mois pile après l'émergence de cette idée folle, on entre dans la dernière phase de notre objectif principal (livrer 172 000 masques aux communautés de communes du Morbihan). Les 238 couturières de notre incroyable coopérative éphémère ont cousu depuis le 1^{er} mai 19,6 km² de tissu. De quoi recouvrir les îles de Houat, Groix, Sein et Molène. 207 km de liens. De quoi aller de Locmariaquer au Conquet. 129 230 MASK'IMUM (surnom du modèle de masque produit, « pour un maximum de protection ») déjà livrés dans le Morbihan et le Finistère. Quelle aventure ! »*

Sans-papiers mais pas sans savoir-faire : les masques solidaires liégeois

En 2016, un collectif de femmes sans-papiers vivant en Belgique depuis des années a mis en place à Liège un atelier de couture, avec le soutien de divers citoyens. En mars dernier, face à la situation d'urgence suscitée par la pandémie coronavirale, ce collectif se lance dans la fabrication de masques : *« Pour nous, c'est important de montrer par des actes notre solidarité et notre soutien à tous et toutes »,* peut-on lire dans un prospectus présentant l'initiative. *« Nous sommes actuellement sans papiers, mais pas sans potentiels et savoir-faire, et nous voulons apporter toutes nos forces à notre "pays d'accueil" ».*

Aux six femmes de départ se joignent sans attendre plusieurs associations, d'autres personnes sans-papiers et près de 40 couturières (dont quelques hommes). Au terme de 11 semaines de travail acharné, matin et soir, le collectif des Masques solidaires a honoré 370 commandes, émanant de particuliers, d'associations ou d'une mutuelle, et distribué 7760 masques.

Les personnes sans-papiers n'ont pas le droit de bénéficier d'un contrat de travail – une situation, on le sait, qui fait le bonheur des négriers de toute espèce, profitant de la situation pour casser les salaires et imposer des conditions de travail déplorables.

Pour que les couturières puissent quand même obtenir un moyen de subsistance, si modeste soit-il, le collectif a donc opté pour une logique qui n'est pas celle de l'économie marchande, mais qui repose sur une pratique de dons et de contre-dons. Les masques ont été offerts. Ceux qui le souhaitent ont effectué à leur tour un don en espèce et éventuellement en nature auprès de l'association qui gérait le projet. L'argent récolté a servi à racheter des fournitures et à soutenir les femmes du collectif, les travailleuses recevant chacune une somme forfaitaire, dont le montant a été fixé collectivement.

Fortes de cette expérience, les porteuses du projet envisagent de créer une coopérative de couturières. Mais sans papiers, l'obtention

d'un contrat de travail reste chose impossible : la régularisation de ces travailleuses

est donc une nécessité, autant qu'un devoir moral, pour le pays dont elles se sont

montrées activement solidaires.

Sources et ressources

[« Le juste prix d'un masque »](#), podcast de Rubriques.coop, la voix coopérative

[Lettre ouverte](#) de Bas les Masques contre l'opération Masque solidaire

[Question à la Ministre Muylle](#) sur l'estimation du travail bénévole des couturières pendant la crise sanitaire

[Texte du manifeste des couturières bretonnes](#) pour la création de l'Usine Invisible

Contact Masques solidaires liégeois : eds.liege@gmail.com ou via la page Facebook : Masques Solidaires - Liège

Pour se procurer les masques vendus par Travié <https://masks.brussels/>